CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

UKRAINE : L'ÉTRANGER TRÈS PROCHE

Oksana Mitrofanova

Outre-terre | « Outre-Terre »

2011/1 n° 27 | pages 275 à 286

ISSN 1636-3671
ISBN 9782918587057

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-1-page-275.htm

Pour citer cet article :

Oksana Mitrofanova, « Ukraine : l'étranger très proche », *Outre-Terre* 2011/1 (n° 27), p. 275-286.
DOI 10.3917/oute.027.0275

Distribution électronique Cairn.info pour Outre-terre.
© Outre-terre. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

Ukraine : l'étranger très proche

Oksana Mitrofanova [1]

En hiver 2008-2009, la crise russo-ukrainienne, avec Moscou jouant du « robinet à gaz » comme d'un instrument de pression massive vis-à-vis de l'ancien pays frère, est devenue un des événements majeurs de la scène européenne. Dans un pays un peu plus vaste que la France et de 46 millions d'habitants, situé à l'interface de la Russie et de l'Europe de l'Ouest avec accès à la mer Noire comme à la mer d'Azov ; où les anciens alliés de la « révolution orange », l'ex-président Viktor Iouchtchenko et l'ex-Premier ministre Ioulia Timochenko, se livraient à la quête du pouvoir et les oligarques s'affrontent pour accaparer les richesses nationales [2].

L'Ukraine avait de fait très longtemps bénéficié d'un prix d'achat du gaz russe très bas. Or, en 2003 la Russie adopta officiellement une stratégie qui faisait de l'énergie un instrument de politique étrangère, ce qui n'avait pas vraiment, à l'époque, retenu l'attention des observateurs. Il fallut l'interruption de l'acheminement du gaz – livraison puis transit – à destination de la Biélorussie en janvier-février 2004 et surtout de l'Ukraine lors des deux « guerres du gaz » des hivers 2005-2006 et 2008-2009 pour que l'événement devint un événement.

PREMIÈRE GUERRE DU GAZ RUSSO-UKRAINIENNE 2005-2006

Le 29 mars 2005, l'Ukraine proposa d'augmenter la taxe sur le transit de 1,75 à 2 dollars les 1 000 m^3 sur 100 km. *Gazprom*, pour sa part, accepta une hausse de la taxe mais exigea aussi une hausse du prix du gaz de 50 à 160-170 dollars les 1 000 m^3. Le vice-Premier ministre ukrainien, Anatoliy Kinakh, rejeta la proposition russe : l'accord de 2003 devait être prolongé au-delà de 2013. Les pressions russes allaient se durcir fin 2005. Alors qu'un accord de livraison entre l'Ukraine et le Turkménistan n'avait pas abouti. Le 25 novembre, le président Iouchtchenko précisa son désaccord lors d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre Mikhaïl Fradkov. Le 21 décembre, Andrei Illarionov, conseiller aux affaires économiques auprès du président russe, allait qualifier l'affaire de « guerre du gaz » [3]. Le président Iouchtchenko expliquant qu'un prix de 230 dollars les 1 000 m^3 était insupportable pour la partie ukrainienne vu que les Biélorusses ne payaient que 170 dollars. À partir du 1er janvier 2006, *Gazprom* interrompit les livraisons de gaz à l'Ukraine tout

1. *Docteur en Sciences politiques, chercheur à l'*Institut d'économie mondiale et des relations internationales (Imemo), Kiev ; *directrice des programmes européens au* Centre de recherches stratégiques (Kiev) ; *maître de conférences invité à l'*université Panthéon-Assas, Paris-II.
2. Cf. Oksana Mitrofanova « Quo vadis, Ukraino ? », *Krynica*, n° 30, 2001, p. 7.
3. Cf. Andrey.Illarionov. « «Gazovaja vojna» » – tretia afera goda, <www.newsru.com/finance/21dec2005/illarionov.html>.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

en continuant d'exporter du gaz par le territoire ukrainien. Mais en accusant tout de suite la partie ukrainienne de détourner à son profit du gaz destiné aux consommateurs européens. Les représentants de *Naftogaz*, la société ukrainienne, rejetèrent ces accusations. Le 4 janvier 2006, un accord fut signé entre *Gazprom* et *Naftogaz* pour une période allant jusqu'au 1er janvier 2010. La société *RosUkrEnergo* se voyait assigner un rôle d'intermédiaire. Le prix du gaz livré à l'Ukraine (à renégocier durant le premier semestre 2006) se montait à 95 dollars les 1 000 m^3 ; il avait été rendu possible par l'approvisionnement d'un « mélange » de gaz russe avec du gaz turkmène bon marché. *Gazprom* s'était encore engagé quant à une taxe sur le transit vers l'Europe à hauteur de 1,60 dollars les 1 000 m^3 sur 100 km. Dans les termes de l'expert britannique James Sherr, « la diplomatie gazière de Moscou à l'égard de l'Ukraine avait rappelé aux Européens à quel point la Russie pouvait être brutale quand elle estimait défendre ses intérêts nationaux ; l'image du partenaire énergétique fiable en avait beaucoup pâti » [4]. En somme : l'empire voulait recommencer à dominer une Eurasie contrôlée par lui pendant trois siècles, et ce même si le transit du gaz par le territoire ukrainien correspondait aux intérêts mutuels. Pendant la première crise, l'Union européenne (UE) apparut donc comme plutôt favorable aux Ukrainiens, exerçant des pressions amicales sur les Russes pour qu'ils infléchissent leur position.

SECONDE GUERRE DU GAZ RUSSO-UKRAINIENNE 2008-2009

Au 31 décembre 2008, les prix du combustible et les taxes sur le transit furent revus à la hausse dans un nouveau contrat soumis par la Russie [5]. Cette dernière ne respectait pas son engagement de passer graduellement d'ici 2011 aux prix internationaux du gaz. Alors que la taxe sur le transit restait très bas : 1,7 dollars les 1 000 m^3 sur 100 km, le prix du gaz proposé par les Russes était au plus haut, puisque se situant à 450 dollars les 1 000 m^3, soit le prix du marché européen.

Dans les faits, le gaz était fourni à l'Ukraine par la société *RosUkrEnergo* (*RUE*) où *Gazprom* détenait 50 % des parts. Le règlement définitif avait eu lieu le 30 décembre 2008 mais les représentants de *Gazprom*, eux, ne furent pas réglés. Il est donc permis de penser que le problème se situait au niveau de *RUE*. 7 janvier 2009 : Gazprom interrompit l'acheminement du gaz transitant par le territoire ukrainien à destination de sa clientèle européenne. L'expert ukrainien Mykhailo Gontchar énumérant les causes probables de cette décision : dissimuler l'insuffisance des quantités ; stimuler la construction de gazoducs alternatifs ; soutenir la politique intérieure [6]. Les besoins de l'Ukraine en gaz furent alors couverts par sa propre production et par le

4. Cf. James Sherr, « Evropa i gazovyj krizis : kto vinovat i chto delat », *Zerkalo Nedeli/ Blact'* n° 3 (582), 28 janvier-3 février 2006, <www.zn.ua/1000/1030/52446/>.
5. Mykhailo Gontchar est le directeur des programmes énergétiques du Centre ukrainien Nomos, entretien, Kiev, 21 janvier 2009.
6. Entretien de l'auteur avec un expert ukrainien, Kiev, 27 novembre 2009.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

déstockage des réserves, un dispositif qui garantissait au pays une autonomie gazière de six à huit mois. Au demeurant : l'accusation portée contre l'Ukraine d'avoir interrompu volontairement le transit du gaz ne tient pas dans la mesure où, compte tenu des températures hivernales, il lui fallait prélever une partie de ce gaz pour faire fonctionner les gazoducs ukrainiens et que sans l'utilisation du gaz en transit ce fonctionnement eût été impossible. Sans compter que les contrats russo-ukrainiens stipulaient expressément l'autorisation d'utiliser un surplus de gaz en fonction des nécessités climatiques – froid hivernal –, le flux étant réglé automatiquement pas les machines [7].

Le 6 janvier 2009, le siège central de *Naftogaz* signala une « réduction significative » des volumes de gaz livrés à fins de transit à l'Europe. Dans le même temps, les postes régulateurs de *Gazprom* cessaient unilatéralement toute communication avec leurs homologues ukrainiens de *Naftogaz*. Le 7 janvier, l'Europe subit une interruption des livraisons de gaz. Les Russes décidant après quelques atermoiements de reprendre l'approvisionnement européen le 13. Or, ce même jour à 0h58, l'opérateur d'État du transport *Ukrtransgaz* recevait un télégramme de *Gazprom* indiquant une livraison de gaz en transit à 9h par le gazoduc Soudja et en direction du gazomètre Orlovka : 76,6 millions de m^3/ jour, soit trois fois moins qu'au 31 décembre 2008 : 209 millions de m^3/jour. Dans semblable situation, l'Ukraine qui n'avait pas reçu de gaz pour sa consommation intérieure à partir du 1er janvier opta en faveur de celle-ci. Kyiv (Kiev) décida, afin de répondre aux besoins de sa propre population, d'utiliser le gaz des stockages souterrains des régions occidentales. Le flux du gazoduc Soudja-Ujgorod fut réorienté vers les régions du Sud-Est de l'Ukraine, donc dans le sens opposé. C'est d'ailleurs pourquoi *Naftogaz* avait demandé que le gaz fût livré non pas via le gazoduc Soudja mais via les gazoducs Valouiki et Pisarevka.

Les Russes qui avaient d'ailleurs anticipé semblable réaction et exigé toujours le 13 que l'acheminement du gaz en direction de l'Europe reparte dans un délai extraordinairement draconien, ce dont l'Ukraine était incapable. Même va-et-vient le 14. Au fond : Moscou gagnait sur les deux tableaux : le gaz n'arrivait pas en Europe et l'Ukraine était discréditée pour n'avoir pas assumé ses responsabilités dans le transit. Mais si Kyiv (Kiev) avait réactivé le transit du gaz russe à destination de l'Europe, plusieurs régions du pays – Lugansk, Donetsk, Odessa et Dnipropetrovsk (Dniepropetrovsk) – auraient été privées de combustible. Le gouvernement ukrainien avait choisi de fournir gaz et chauffage à sa population.

D'ailleurs, le prix du gaz est indexé sur celui du pétrole. Or, le tableau qui suit montre bien que le prix du gaz russe était dénué de fondement.

7. Entretien avec Mykhailo Gontchar, Kiev, 4 décembre 2009.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

Année	Prix du pétrole (mondial) en dollars	Prix russe du gaz en dollars
1996	17	90
1999	10	60
2000	26	75
2001	30	130
2002	19	100
2003	25	110
2004	30	125
2005	50	160
2006	80	200
2008	100	300
2009	40-50	450

LES CONTRATS

Le 19 janvier 2009, un contrat de livraison à l'Ukraine et de transit vers l'Europe fut signé au bout d'un mois de négociations difficiles et d'accusations réciproques par les patrons respectifs de *Gazprom*, Alexei Miller, et de *Naftogaz*, Oleg Doubina, en présence des premiers ministres des deux pays, Poutine et Timochenko. Ce contrat sur dix ans prévoit d'aligner les prix ukrainiens sur le standard européen avec cependant une réduction de 20 % en 2009, l'objectif étant selon le Premier ministre russe de rejoindre le plus vite possible les prix du marché européen. Le prix moyen annuel était fixé aux alentours de 235-250 dollars les 1 000 m^3 de gaz. Le tarif du transit restant cantonné à 1,7 dollars les 1 000 m^3 sur 100 kilomètres. Les structures intermédiaires comme *RosUkrEnergo* étaient dorénavant exclues du commerce gazier russo-ukrainien, les relations entre Russie et Ukraine devant devenir transparentes et prévisibles [8].

Gazprom et *Naftogaz* allaient qui plus est entériner le 24 novembre 2009 un avenant au contrat d'achat et de vente du gaz comportant certaines modifications :

- plafonnement des achats de gaz en 2010 à 33,75 au lieu de 52 milliards de m^3 ;
- pas de sanctions à l'endroit de l'Ukraine en cas d'achat d'un volume réduit de gaz alors que le contrat initial soumettait 80 % de la livraison annuelle au principe *take or pay* (clause d'achat ferme) [9].

LES AUTORITÉS UKRAINIENNES : DES APPROCHES DIVERSES

L'ex-Premier ministre avait exigé et obtenu un contrôle du secteur gazier par la suppression d'intermédiaires opaques comme *RUE* [10]. Et puis, vu les montants engagés très élevés, les bénéfices considérables et l'opacité des flux financiers, on comprend que les partis politiques souhaitaient un contrôle du secteur gazier ; tout

8. « Desiat let strogogo rezhima », (Dix ans de régime sévère) , *Kommersant*, 20 janvier 2009.
9. En raison de la crise économique, l'Ukraine n'a acheté que 18,85 au lieu de 31,7 milliards de m^3 durant les dix premiers mois de 2009.
10. RUE achetait le gaz centre-asiatique et le revendait plus cher à l'Ukraine. Rappelons que la Russie n'a pas convaincu le Turkménistan de pratiquer des prix bon marché. Quand les Turkmènes fixaient le prix autour de 300 dollars les 1 000 m^3 de gaz, la présence d'un intermédiaire comme RUE dans les relations commerciales russo-ukrainiennes ne servait plus. Mais si les Turkmènes acceptent de baisser leur prix, le problème de telles structures fera retour. Entretien de l'auteur avec Mykhailo Gontchar, Kiev, 4 décembre 2009.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

le problème est qu'il en voulaient eux le contrôle exclusif. Une lutte entre les partis qui affaiblit en général le pays. Selon Iouchtchenko, le problème principal était que l'Ukraine allait payer son gaz au européen tout en percevant des taxes sur le transit extrêmement basses ; de fait : les taxes obtenues pour 2010, très largement inférieures à celles que payait Moscou aux autres pays d'Europe centrale, n'étaient pas un succès pour le gouvernement [11].

C'est pourquoi le représentant spécial du président au questions internationales de sécurité énergétiques, Bogdan Sokolovsky, s'il évaluait positivement les résultats des négociations, n'en insistait pas moins sur la nécessité de poursuivre les consultations quant au rapport prix d'achat du gaz / taxes sur le transit ; le manque à gagner chez *Naftogaz* serait de 4 milliards de dollars même en cas d'augmentation des taxes sur le transit et d'amélioration de la collecte des rentrées sur le marché intérieur [12].

Quant à Viktor Ianoukovitch, l'ex-leader du Parti des régions dans l'opposition, il demandait lui aussi une révision des contrats gaziers ; le coût normal du transit se situait à son avis entre 4 et 5 dollars et serait d'à peine 3 dollars, après négociations, en Ukraine ; au demeurant, la hausse des prix du gaz au niveau européen risquait de finir par détruire l'économie ukrainienne ; et, compte tenu du facteur énergétique dans le coût de production des marchandises, une augmentation de 20 % en 2010 rendrait les entreprises ukrainiennes moins compétitives [13]. Une argumentation que partageait le monde des affaires : l'augmentation du prix du gaz pèserait sur celui des matières premières dans leur ensemble. Un expert des programmes énergétiques comme Vladimir Omeltchenko (Centre Razoumkov, Kyiv/Kiev) pensait d'ailleurs que l'accord ferait l'affaire de Ianoukovitch aux élections présidentielles premier tour fixé au 17 janvier 2010 – dans la mesure où la responsabilité de l'accord serait imputée à Ioulia Timochenko ; le leader de l'opposition ne cesserait de marteler que l'Ukraine n'avait pas subi de crise gazière hivernale quand il était Premier ministre (2002-2004 et 2006-2007, sans compter la parenthèse de décembre-janvier 2004-2005 au moment de la « révolution orange ») [14].

GUERRE DE L'INFORMATION

Pendant la seconde crise gazière les positions de la Russie et de *Gazprom* ont été présentées au monde entier de façon positive alors que celles de l'Ukraine n'étaient pas relayées par la plupart des médias occidentaux. Les ambassades ukrainiennes restaient passives en attendant d'éventuelles consignes de leur ministère de tutelle tandis que les représentations des pays européens à Kyiv (Kiev) rencontraient des problèmes spécifiques à appréhender correctement les différentes raisons de la crise.

11. <www.podrobnosti.ua/power/2009/11/25/646645.html>.
12. <www.podrobnosti.ua/economy/2009/11/26/646972.html>.
13. <www.podrobnosti.ua/podrobnosti/2009/11/29/647641.html>.
14. <www.podrobnosti.ua/analytics/2009/11/20/645424.html>.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

Le colonel (R) Jean-Yves Bourhis, ex-attaché de défense en Ukraine de 1999 à 2001, en témoigne, la Russie s'est cette fois employée à maîtriser sa communication extérieure. La campagne d'explication du Premier ministre Poutine et du vice-président de Gazprom, Alexander Medvedev, a été parfaite. Ce dernier se déplaçant dans plusieurs capitales dès le début de l'année 2009. Qui plus est : « le recours aux observateurs étrangers invités sur les installations a produit une atmosphère de pseudo-tribunal d'experts dont le jugement était accepté qu'il fût justifié ou non. Le Parlement européen et José Manuel Barroso n'épargnant ni l'Ukraine ni la Russie alors qu'en 2006 seule cette dernière avait fait l'objet d'une critique » [15]. On gardera présent à l'esprit que les inspecteurs européens sur place sont arrivés aux conclusions que l'Ukraine n'avait pas volé de gaz.

Par contre, il demeure regrettable qu'alors que les techniciens assuraient le chauffage du pays, les hommes politiques ne furent même pas capables de s'entendre sur une bonne stratégie de communication.

La Russie a donc gagné. Ce fut par exemple le député français Thierry Mariani qui expliquait : « Le transit du gaz russe a aussitôt été entravé et Gazprom n'a eu d'autre choix que de fermer les robinets d'exportation de gaz » [16]. Dans les mots d'Anke Hepp de Sevelinges du bureau d'*EDF* à Kyiv (Kiev) : « Les élites ukrainiennes (notamment les représentants de *Naftogaz*, mais aussi les politiciens) avaient la certitude que l'UE rejetait l'entière responsabilité du conflit sur la Russie et que le conflit n'aurait pas porté préjudice à l'image de l'Ukraine » [17]. Point n'était besoin, dès lors, de se défendre médiatiquement.

La leçon de la crise gazière de 2008/2009, c'est bien au contraire que l'Ukraine doit apprendre à mener les guerres de l'information et à défendre ses intérêts nationaux dans le monde entier si elle ne souhaite pas jouer le rôle humiliant du bouc émissaire. Et pourquoi pas ne pas envoyer dirigeants et conseillers se former dans les pays experts ? En France, par exemple…

CONSÉQUENCES DES GUERRES DU GAZ POUR L'UKRAINE

Versant économique

L'embargo sur le gaz a eu des conséquences pour l'industrie chimique du pays, plusieurs usines ayant dû interrompre leur activité. Ceci dans un secteur fortement consommateur d'énergie et où des usines non modernisées gaspillent celle-ci. Et même si l'industrie métallurgique a moins souffert parce qu'elle pouvait recourir à l'électricité ou au gaz provenant de fours à charbon, un embargo prolongé pouvait dans ce secteur aussi provoquer des interruptions momentanées. Ceci alors que la crise économique de l'automne 2008 avait déjà réduit la demande de l'UE.

15. Échange de courriels avec Jean-Yves Bourhis, janvier 2009.
16. Cf. Thierry Mariani, « Crise du gaz en Europe : qui est le vrai responsable ? », *Le Figaro*, 14 janvier 2009.
17. Entretien de l'auteur avec Anke Hepp de Sevelinges, manager d'*EDF* à Kiev, 17 mars 2009.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

Ce que nous devons faire :

- diminuer notre consommation de gaz, à commencer par un volume d'un milliard de m^3/an ;
- augmenter notre propre production de gaz, ce qui a été initié pendant la crise ;
- recourir dans une plus grande mesure au charbon [18].

Contrairement à ce qui le cas dans l'UE, nous n'avons pas de structure consultative internationale en matière de politique énergétique ; d'être créée, semblable commission à laquelle participeraient des experts internationaux par exemple de *Gaz de France* pourrait sous-tendre les prises de décision [19]. Ce serait un premier pas vers l'intégration de l'Ukraine à un grand marché européen de l'énergie avec mise en place d'infrastructures de transport communes comme de gazoducs et de gazomètres gérés selon une formule 27+1.

Versant politique

Les crises du gaz ont été provoquées pour des raisons surtout politiques. La cote de l'ex-président Iouchtchenko était déjà en baisse avant les élections présidentielles de janvier-février 2010. En Ukraine (comme d'ailleurs en Russie), les perturbations pouvaient servir à détourner l'attention de la population des problèmes intérieurs : hryvnia en forte baisse ; beaucoup de travailleurs se retrouvant au chômage ; une inflation qui avait augmenté de 20 % et par exemple le prix du métro ayant quadruplé à l'automne 2008.

Versant stratégique/géostratégique

Le pays avait obtenu une promesse d'accord d'association lors du sommet UE-Ukraine du 9 septembre 2008 sous présidence française. À qui pouvait profiter une dégradation de l'image de l'Ukraine au moment où se multipliaient des signaux de l'UE dans le sens d'une intégration prioritaire à l'Europe, l'adhésion à l'Otan s'en trouvant alors différée.

Versant militaire

L'ex-président Iouchtchenko a conduit une politique d'intégration à l'Otan alors que la situation intérieure et extérieure ne favorisait pas cette dernière [20]. Quant aux dirigeants russes, ils y étaient évidemment hostiles. Mais ce qui ne manque pas

18. Entretien de l'auteur avec Mykhailo Gontchar, Kiev, 21 janvier 2009.
19. Entretien avec l'académicien Leonid Ounigovsky, directeur général de *Naftogazboudinformatika*, Kiev, 19 janvier 2009.
20. Seul le parti présidentiel Notre Ukraine disposant d'une base électorale réduite à 15 % de la population préconisait l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan, alors que le Bloc Ioulia Timochenko tergiversait et que le Parti des régions de Ianoukovitch y était hostile.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

d'intérêt, c'est que pour le ministre français de la Défense, Hervé Morin, la question de l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'Otan requérait une concertation préalable avec la Russie [21].

QUID DE LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE ?

Si l'UE avait été vraiment solidaire et s'était rangée derrière une position commune face à l'Ukraine et à la Russie, la dernière crise du gaz n'aurait probablement pas eu lieu. La réaction de 2009 a été très prudente pour ne pas dire timorée, les 27 ramenant l'affaire à un simple conflit commercial [22]. Kyiv (Kiev) devra raisonner à l'avenir en fonction des exigences de l'UE. Mais il fera par exemple valoir que la construction de nouveaux gazoducs non accompagnée de stations de stockage comporte des risques de sécurisation insuffisante. D'ailleurs, la configuration du réseau ukrainien de gazoducs permet de gérer assez facilement les incidents technologiques. Le réseau ukrainien – 37 600 km de gazoducs, 73 stations de compression comprenant 703 unités d'une puissance totale de 5,4 mille mégawatts, 1 607 stations de distribution – possède 13 stations souterraines de stockage avec un volume actif de 34,5 milliards de m^3 de gaz : Ouest ; Kyiv (Kiev) ; Donetsk ; Sud. Plus précisément : des stations de stockage à l'Ouest et des gazoducs interconnectés : on peut donc imaginer qu'en cas d'accident dans un gazoduc, le flux de gaz pourrait être réorienté dans un autre tube. Et en l'absence de flux, on pourrait utiliser le gaz des stations de stockage ukrainiennes – dont la pleine capacité atteint jusqu'à 250 millions de m^3/jour – puis le diriger vers l'Europe.

Le réseau ukrainien est actuellement en mesure de satisfaire la moitié de la demande en gaz de l'Europe centrale et orientale.

Il semble néanmoins que l'Europe ait pris conscience de la menace représentée par l'arme énergétique. Les pays de l'UE ne sont pas eux non plus immunisés contre ce genre de crise. L'Union pourrait conduire une politique de sécurisation énergétique autour des axes suivants :

- une plus grande diversification des sources d'énergie de telle sorte que Moscou ne puisse imposer un « veto technique » ;
- la réalisation de projets alternatifs au réseau russe et contournant la Russie comme le gazduc *Nabucco* soutenu par l'Union européenne et les Américains ;
- l'adoption d'un nouveau schéma d'approvisionnement et de transit du gaz pour protéger les consommateurs européens d'une répétition des crises.

21. Cf. Hervé Morin, « Frantsia : Raschirenie NATO noujno soglasovyat s Rossiej », 12 janvier 2009, <www.podrobnosti.ua>.
22. Entretien de l'auteur avec Mykhailo Gontchar, Kiev, 21 janvier 20009.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

LE PROJET *WHITE STREAM*

Il s'agit du projet de « gazoduc blanc » ou « ukrainien » *White Stream* / Géorgie – Ukraine – UE qui va de l'Asie centrale aux pays de l'UE via l'Ukraine. Il a été initié par un consortium formé de *Pipeline Systems Engineering* (*PSE*) et de *Radon-Ishizumi consulting* en partenariat avec cinq entreprises en provenance d'Ukraine, de Géorgie, d'Azerbaïdjan, d'Iran et du Turkménistan. Il a été présenté les 16-17 mars 2006 à la 5e conférence internationale Giogie – 2006 sur le pétrole, le gaz et l'énergie de Tbilissi ; de même que le 11 mai 2007 au mini-Forum du gaz à Vienne et les 10-11 octobre 2007 au Sommet sur l'énergie de Vilnius. Dans l'esprit de ses concepteurs, *White Stream* était censé devenir le projet énergétique principal du Guam (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) – ODDE (Organisation pour la démocratie et le développement économique depuis mai 2006) avec implication à terme du Turkménistan : le gaz du gisement offshore azerbaïdjanais de *Shah Deniz* dans le sud de la mer Caspienne était acheminé à travers la Géorgie et la mer Noire en Ukraine pour rejoindre à partir de là l'Union européenne, une option qui est montée en puissance au mois d'octobre 2009 dès lors que la monopolisation des parcours de transit énergétique par la Turquie conduisit l'Azerbaïdjan à envisager la diversification de ses routes d'exportation à travers le Caucase méridional. Le pipeline est censé partir du *South Caucasus Pipeline* (*Baku-Tbilissi-Erzurum*, *BTE*) près de Tbilissi pour traverser le territoire géorgien jusqu'à Supsa ; il y a ensuite deux options : la route directe de Supsa à Constantza (Roumanie), auquel cas la longue connection par la Crimée serait construite plus tard ; autre option, le parcours par la Crimée jusqu'à Constantza. Si *White Stream* est connecté au réseau gazier ukrainien, il faudra que celui-ci s'adapte aux normes européennes de fonctionnement et de gestion, une participation hypothétique de l'Ukraine au système énergétique de l'Union européenne rendant possible pareille éventualité.

Le point faible de ce projet, c'est qu'il est resté depuis quatre ans, côté ukrainien, au niveau des déclarations d'intention. Et il n'a pas gagné à être présenté comme « ukrainien » alors que la Géorgie, la Pologne, l'Azerbaïdjan et la Commission européenne le soutiennent. Selon certains experts ukrainiens, le projet *White Stream* ne doit pas être expliqué comme une alternative mais en tant que complément de *Nabucco* dans le cadre du Corridor énergétique Est-Ouest ; il faut donc que les Ukrainiens le caractérisent correctement : une voie d'acheminement supplémentaire qui doit permettre d'accroître sensiblement le flux des investissements dans le secteur gazier. Mieux, son existence même minimisera les risques d'interruption du transport de gaz, ce qui est essentiel pour attirer les investisseurs. Mais le projet *White Stream* ne saurait réussir sans une synergie entre l'Ukraine et les pays du Caucase comme d'Asie centrale ; de même qu'il lui faut le soutien de l'UE et des États-Unis.

White Stream aurait de meilleures perspectives avec un possible acheminement des ressources gazières de l'Iran. Reste cependant le programme nucléaire iranien et

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

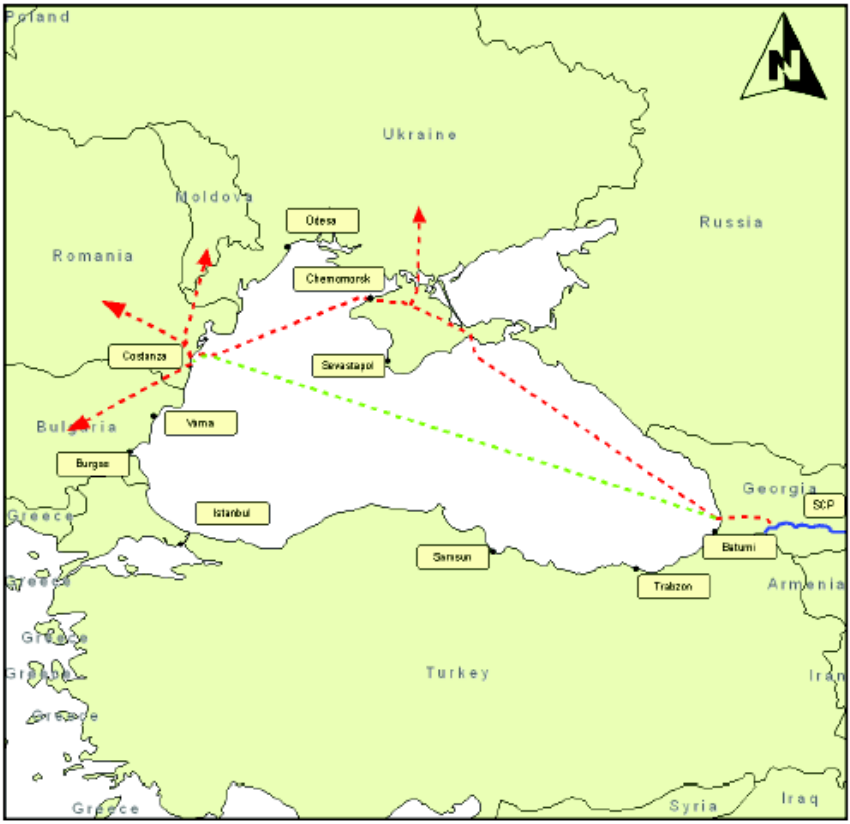
les tensions entre Téhéran, Washington et Jérusalem,soit un obstacle majeur. Il est cependant des observateurs ukrainiens qui pensent que Kyiv (Kiev) pourrait jouer un rôle de médiateur en cas d'embargo afin de contribuer à la normalisation des relations américano-iraniennes et de promouvoir ainsi l'implication de Téhéran dans les projets énergétiques. En outre, l'appui de la partie russe à la résolution 1803 du Conseil de sécurité de l'Onu a fait évoluer la donne ; Téhéran qui s'abstenait jusque-là de porter un jugement sur les « relations gazières » russo-ukrainiennes soutient de fait l'aménagement d'une nouvelle voie d'acheminement du gaz de la mer Caspienne vers l'Ukraine puis d'autres pays européens en tant qu'alternative au projet russe.

PS À la suite du second tour des élections présidentielles le 7 février 2010, c'est Viktor Ianoukovitch qui a accédé au pouvoir. Si l'adhésion à l'Union européenne reste une priorité, le Parlement ukrainien a voté une loi enterrant le projet d'adhésion à l'Otan. C'en est fini de l'atlantisme auquel se substitue un non-alignement politico-militaire. Mais les liens avec la Russie sont en même temps resserrés. Par l'accord de Kharkiv (Kharkov) du 21 avril 2010 (ratifié par les deux parlements le 27 – violentes protestations et même rixe à la Rada), l'Ukraine a obtenu en contrepartie d'une prolongation jusqu'en 2042 du bail de la base russe de Sébastopol une réduction de 30 % sur le prix du gaz. De même que le président a adopté une politique linguistique privilégiant le russe dans l'administration, l'enseignement et les médias. Un rapprochement cependant limité puisque Moscou qui n'a pas abandonné son rêve de prise de contrôle du réseau énergétique ukrainien s'est vu opposer une fin de non-recevoir à sa proposition de fusion entre *Gazprom* et *Naftogaz*. De même que Kyiv (Kiev) n'a pas souhaité rejoindre l'Union douanière entre Russie, Biélorussie et Kazakhstan. Non plus qu'elle n'a reconnu les républiques sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud à cause de la Crimée aux deux tiers russe.

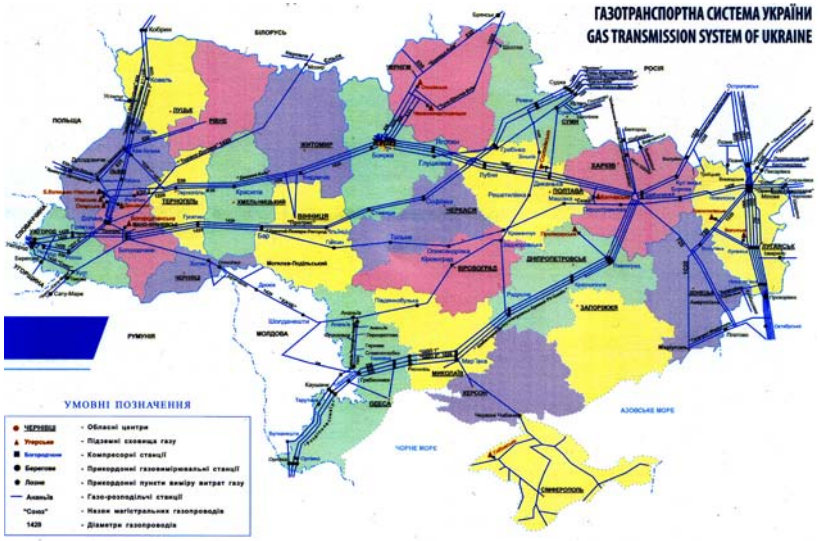
Événement considérable qui s'est produit à Skopje (Macédoine) le 24 septembre 2010 : l'Ukraine a adhéré à la Communauté de l'énergie associant à l'UE une majorité des pays du Sud-Est européen et la Moldavie. Cela signifie que son secteur énergétique sera régi par les normes européennes.

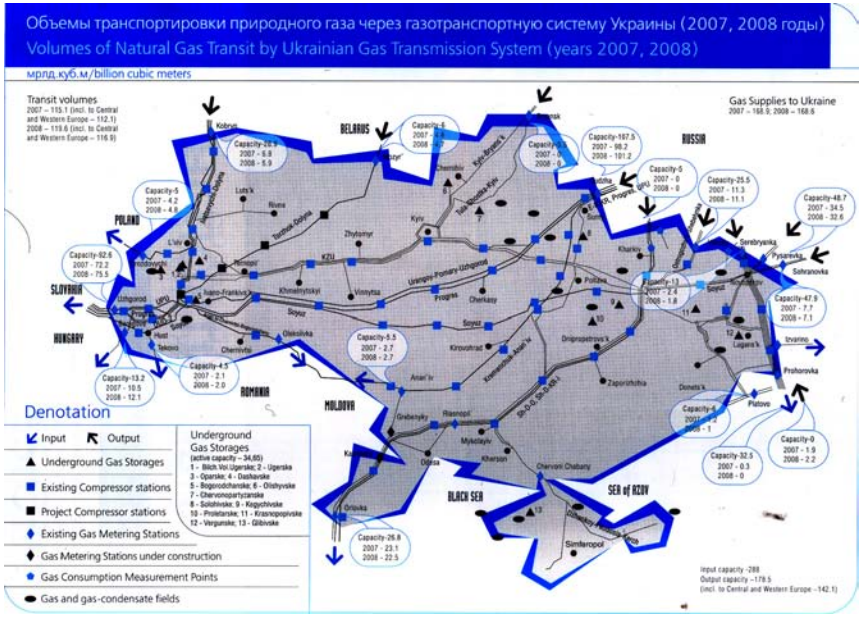
Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre

Carte du gazoduc White Stream



Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre





Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 176.37.78.188 - 12/11/2018 21h50. © Outre-terre